



# «Perenco fragilise la démocratie»

**MAYAS •** Alors qu'au Guatemala le pétrolier pollue les territoires mayas, à Paris, il n'a pas hésité à sponsoriser une expo sur ces communautés. Une hypocrisie dénoncée par Grégory Lasalle dans un documentaire projeté à Genève.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**SANDRA TITI-FONTAINE**

Dans le nord du Guatemala, au cœur du Parc national de la Laguna del Tigre, le géant pétrolier Perenco applique la formule qui a fait sa fortune ailleurs: l'exploitation de puits «en fin de vie». Mais ses impacts sont nombreux dans cette vaste zone humide – l'une des plus importantes au monde après le Pantanal au Brésil –, au détriment des communautés indigènes dont un grand nombre de Mayas. Paradoxalement, l'entreprise franco-britannique a subventionné à Paris une exposition controversée sur la civilisation maya préhistorique, qui s'est tenue l'an dernier au Musée du quai Branly.

Un mécénat hypocrite pour le journaliste indépendant français Grégory Lasalle. Dans son documentaire *Des dérivés de l'art aux dérivés du pétrole*, lui qui vient de passer six ans au Guatemala pour couvrir les luttes sociales, dénonce sur le fond la politique néolibérale du gouvernement d'Otto Pérez Molina, qui laisse aux mains d'une oligarchie nationale le soin de développer tous les mégaprojets du pays au nom de la lutte contre la pauvreté. Rencontre à la veille d'une projection-débat à Genève<sup>1</sup>.



Selon le réalisateur Grégory Lasalle, ici au premier plan, Perenco se substitue à une vraie politique du secteur privé au Guatemala, ce qui lui permet de contrôler deux choses essentielles: les principales voies d'accès et le développement économique de la région de la Laguna del Tigre. DR

Quels sont les impacts de l'exploitation pétrolière sur les Mayas aujourd'hui?

**Grégory Lasalle:** Nous sommes face à un conflit persistant pour la propriété de la terre. D'un côté, on a une entreprise pétrolière qui a le droit d'exploiter dans des zones pourtant protégées. Et de l'autre côté, on a des communautés paysannes sans terre, qui risquent d'être expulsées à tout moment car jugées comme des occupants illégaux. Leur environnement est aussi gravement touché. L'entreprise elle-même déconseille de se baigner ou de boire l'eau des puits situés trop près des forages.

Le problème est que la Laguna del Tigre est très vaste, difficile d'accès et très éloignée. Sans présence des institutions publiques, sur son sol cohabitent des militaires, des narcotrafiquants et des entreprises pétrolières.

Dans votre documentaire, il est justement frappant de voir comment Perenco s'est accaparée la région. Perenco se substitue à une vraie politique du secteur privé au Guatema-

la, ce qui lui permet de contrôler deux choses essentielles: les principales voies d'accès et le développement économique régional. La société administre les centres de santé, élabore les projets d'éducation... dont la plupart se révèlent de piètre qualité.

## «Perenco exploite 90% du pétrole et finance les militaires dans la zone»

Enfin, au nom d'un accord privé-public, le pétrolier – qui exploite 90% de l'or noir guatémaltèque – finance la présence de l'armée dans la zone d'exploitation. Officiellement pour combattre les narcotrafiquants et protéger la nature, mais dans les faits, ces militaires sont payés par Perenco

pour protéger leurs installations et empêcher toute mobilisation sociale. En ce sens, le pétrolier fragilise fortement la démocratie et l'émergence d'un Etat de droit dans un pays qui a connu un génocide et où l'armée rime avec répression et contrôle des populations.

**Perenco a-t-elle des appuis localement?** Evidemment, puisqu'en 2010 l'Etat guatémaltèque a renouvelé son permis d'exploitation pour quinze ans, dans des conditions plus que troubles. L'ambassade de France à Ciudad de Guatemala est très attentive à tout ce qui touche Perenco dont le siège administratif est à Paris. On sait que l'ambassade a conseillé à l'entreprise de s'impliquer dans la protection du patrimoine environnemental et archéologique, et donc de financer des projets en ce sens dans le département du Peten, où se trouvent ses installations. Et aussi de soutenir une exposition sur les

Mayas à Paris. Autant d'initiatives qui mettent en scène la dimension spirituelle et historique de cette communauté, avec un certain côté Indiana Jones, mais qui occultent complètement sa réalité sociale et économique actuelle.

### Double langage, double visage?

C'est une entreprise très opaque, difficile à cerner. Financer un tel événement lui permet de laver sa réputation. Et elle n'est pas la seule à s'engouffrer dans cette brèche. D'ici à un mois, Total va soutenir une exposition sur le Nigeria, toujours au musée du quai Branly. Et quand on connaît les ravages de l'exploitation pétrolière sur le Delta du Niger...

INFOSUD

<sup>1</sup> «Quelle impunité au Guatemala? Du cas Perenco à la responsabilité pénale des entreprises et de leurs filiales», mercredi 19 septembre à 19 h 30 à Fonction Cinéma. Le film sera aussi diffusé dans le cadre du festival Filmar en América Latina, du 17 novembre au 2 décembre.

## LA RÉPONSE DE PERENCO

**Contacté par téléphone,** Nicolas de Blanpré, responsable de la communication de Perenco, nous a fait la réponse suivante: «La contribution principale de Perenco au Guatemala se trouve dans les retombées économiques et fiscales de notre activité pour le pays. Dans le parc lui-même, une seule communauté sur trente-sept vit à proximité immédiate de nos installations. Le statut juridique précaire de ces populations à l'intérieur du parc nous interdit de leur venir directement en aide sans contrevenir à la loi. Une partie des revenus pétroliers est directement versée aux autorités du parc afin d'endiguer la déforestation et de lutter contre un autre fléau local, le narcotrafic.» STF

## EN BREF

### COOPÉRATION SUISSE Projets pour le développement rural en Palestine

Le bureau de la Direction du développement et de la coopération (DDC) à Jérusalem va mettre en place deux importants projets de développement en milieu rural à Gaza et en Cisjordanie. La Suisse s'apprête à financer des filières de production, de distribution et de vente de produits agricoles sur les marchés locaux. Encore à l'état embryonnaire, le projet nécessitera de nombreux contacts entre les représentants de la DDC et les responsables locaux, en Cisjordanie comme dans la bande de Gaza, explique le directeur du bureau Giancarlo de Picciotto. Il s'agira en premier lieu d'une assistance technique. «Dans le cadre de notre stratégie actuelle, nous allons aussi renforcer les municipalités palestiniennes par l'apprentissage d'une meilleure gestion, la mise en place de mécanismes de contrôle et une politique de la transparence», poursuit M. Picciotto. «Nous rentrons dans un nouveau champ de travail et préparons le terrain», ajoute-t-il. La DDC travaillera de concert avec le MDLF (Fonds de développement municipal palestinien) et la Banque mondiale. Le fil conducteur de ce projet consistera à développer le dialogue entre les pouvoirs locaux et les corps de métiers, les partis politiques, les syndicats et diverses associations. ATS

## KURDISTAN

# Censure turque au Palais des Nations

**Une réunion** sur la question kurde, organisée en marge du Conseil des droits de l'homme, a été annulée vendredi à Genève, à la suite de pressions du gouvernement d'Ankara. Les invités voulaient dénoncer l'intensification de la répression contre les Kurdes en Turquie.

«La réunion a été annulée par les organisateurs en raison d'une note de protestation de l'ambassade de Turquie adressée à l'ONU selon laquelle des éléments dangereux se trouvaient dans la délégation et représentaient un risque pour la sécurité», a affirmé à l'ATS un des parlementaires turcs invités, Ertugrul Kürkçü, qui appartient au Parti de la paix et de la démocratie (gauche fédéraliste). Les membres de la délégation se sont néanmoins adressés à la presse et ont rencontré des responsables du Haut Commissariat aux droits de l'homme.

**Pour le parlementaire turc,** «la situation des droits de l'homme se détériore de jour en jour en Turquie». Les autorités d'Ankara prennent le prétexte de la guerre en Syrie

pour réprimer le mouvement kurde ainsi que les avocats, journalistes, syndicalistes de l'opposition.

«Deux régions kurdes en dehors de Turquie ont une large autonomie: le Kurdistan d'Irak, qui se développe grâce au pétrole, et le Kurdistan syrien, d'où les forces de Damas se sont retirées», a expliqué Ertugrul Kürkçü. «Le gouvernement turc y voit une menace et craint que les Kurdes turcs étendent leur insurrection», a-t-il affirmé. Le nombre de victimes des affrontements entre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'armée est en augmentation, sans qu'un bilan précis soit disponible, a-t-il indiqué.

**L'élu a précisé** qu'il n'y a pas d'action conjointe entre les Kurdes d'Irak, d'Iran, de Syrie et de Turquie pour former une confédération, à la faveur de la guerre en Syrie. Il y a toutefois des liens étroits entre eux. Des Kurdes syriens sont par exemple membres du PKK.

Les deux millions de Kurdes de Syrie se trouvent dans une situation délicate, a

affirmé un autre membre de la délégation, Pishko Shamsi. Vu que les rebelles syriens sont soutenus par Ankara, les Kurdes ne se sont pas rangés dans leur camp. Ils ne soutiennent pas non plus le régime d'Assad et respectent une forme de neutralité. Ils tentent de placer leurs pions de manière indépendante en vue des futures négociations, a indiqué Pishko Shamsi. La région kurde de Syrie est actuellement calme sur le plan militaire, depuis le retrait des forces gouvernementales. Mais la fermeture de la frontière avec la Turquie pose un problème humanitaire. ATS

## FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION

La FGC regroupe une soixantaine d'associations engagées dans la solidarité Nord-Sud. Elle soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC, ni la Ville de Genève. www.fgc.ch